

Le budget—Mme McLaughlin

davantage dans les énergies de remplacement? Pas du tout, il retire son appui à cet égard.

Comment les contribuables peuvent-ils avoir confiance dans la politique budgétaire du gouvernement? Je prétends que cela leur est impossible. D'autres députés ont parlé de la dette. Cela nous inquiète tous. Le problème d'endettement est important, et nous voulons que des mesures soient prises, afin de le résoudre.

J'ai des suggestions à faire. Que diriez-vous d'un impôt minimum de 20 p. 100 sur le revenu des sociétés qui réalisent des bénéfices? Pourquoi ne pas éviter d'affecter 2,7 millions de dollars à des annonces destinées à nous convaincre que nous avons un déficit? Nous le savons que nous avons un déficit. Pourquoi avoir dépensé 3 millions pour se faire dire par la société des postes qu'il est à notre avantage de privatiser et de réduire les services, d'abaisser les salaires des employés et d'essayer de détruire le système postal? Voilà trois exemples seulement, si le gouvernement cherche des solutions de rechange.

J'aimerais conclure en disant que les députés de ce côté-ci de la Chambre ne peuvent faire confiance à la politique budgétaire du gouvernement, pas plus d'ailleurs que les Canadiens. Elle n'est qu'un tissu de mensonges. Ce budget ne bâtit pas l'avenir, mais impose plutôt dans l'immédiat des hausses d'impôt et à long terme, il sera source d'inflation et de chômage et aura de graves conséquences pour le contribuable canadien.

M. Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le Président, je félicite la députée de son discours. J'ai l'impression qu'elle doit aspirer à monter en grade dans le Nouveau Parti démocratique, et je lui souhaite bonne chance.

Il serait juste pour la Chambre de comprendre d'où vient la députée quand elle parle du budget qu'a présenté le meilleur ministre des Finances (M. Wilson) que le pays ait jamais eu. Elle a suggéré d'imposer un impôt supplémentaire de 20 p. 100 aux riches du Canada. Cela ferait toute une somme. C'est ce que la députée proposerait si elle devenait chef de son parti. Selon notre théorie, pour équilibrer le budget, le gouvernement doit d'une part réduire ses opérations et l'administration des programmes et d'autre part, lever des impôts. Si le NPD croit que nous devons équilibrer le budget et tenter de combler le déficit national global, la députée voudrait-elle nous

dire, chiffres à l'appui, comment elle s'y prendrait pour réduire notre déficit annuel à zéro?

• (1600)

Ensuite, monsieur le Président, je demande à la députée de Yukon, à qui je prête l'ambition de prendre la direction de son parti, quelle est sa position sur l'Accord du lac Meech puisque cet accord ferait officiellement du Québec un partenaire dans la Constitution et la Confédération. Quel serait à son avis le degré de confiance des investisseurs à l'étranger et dans les autres provinces envers le Québec?

Mme McLaughlin: Pour réduire la dette, que le gouvernement actuel a doublée depuis son arrivée au pouvoir, je commencerais pas ne pas élire des gouvernements conservateurs et libéraux à qui nous devons la dette et qui n'ont cessé de la faire croître. Ce serait la première chose.

Je signale au député ministériel, que l'idéologie politique intéresse, que le gouvernement néo-démocrate de Saskatchewan a réussi pendant son mandat à équilibrer le budget. Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba a équilibré le budget pendant son mandat. Quand le gouvernement néo-démocrate de Colombie-Britannique a quitté le pouvoir, l'excédent budgétaire était de 300 millions de dollars, et les pays de régime social-démocrate comme la Suède parviennent non seulement à équilibrer le budget, mais aussi à maintenir le taux de chômage au-dessous de 3 p. 100.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Je vais toutefois reprendre la liste de proposition précises, car le député voudra peut-être prendre des notes. J'ai parlé en premier lieu d'une mesure qui s'applique déjà aux États-Unis. Je n'aime jamais prendre les États-Unis comme modèle, mais il y a eu de bonnes idées sous Ronald Reagan. La première est un impôt minimum de 20 p. 100 sur le revenu des sociétés rentables. Les sociétés doivent, à l'heure actuelle, 36 milliards de dollars en impôts différés, un montant qui est plus élevé que le déficit. Exiger des intérêts sur ces impôts différés serait une source de revenus. J'ai parlé des sommes considérables que le gouvernement dépense pour essayer de faire accepter ses politiques aux Canadiens, comme les 2,7 millions qu'il a dépensés pour nous dire que nous avons un déficit, les 3 millions qu'a dépensés la Société canadienne des postes pour essayer de nous convaincre que la privatisation est une bonne chose. Les